

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 2 <

# PGC

## UNIVERSITE DE TOULON - ESPACE DE VIE

Cs60584 Avenue de L Universite

83130 LA GARDE



DEKRA Industrial  
Bâtiment Les Pléiades  
417, Route de La Farlède  
83130 LA GARDE

Tél. 04.91.87.63.16

**Affaire n° : 54156405**

### Coordonnateurs SPS

Conception : SEBASTIEN TOURNASSAT  
Réalisation : SEBASTIEN TOURNASSAT

### **Modifications et évolutions**

Date	Indice	Modifications apportées
04/06/2024	A	Version initiale

*Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.*

# Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>6</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....</b>	<b>7</b>
Présentation du projet .....	7
• <i>Le projet consiste à la construction d'un espace de vie au bâtiment PI. Ce bâtiment sera une construction en RDC qui viendra en surélévation d'une construction existante le bâtiment PI.</i> .....	7
• <i>Situation géographique</i> .....	7
• <i>Description synthétique de l'environnement</i> .....	7
• <i>Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.</i> .....	8
Intervenants concernés par l'opération .....	9
• <i>Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS,</i> .....	9
• <i>Organismes institutionnels de la prévention</i> .....	9
• <i>Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage</i> .....	9
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....</b>	<b>11</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	11
• <i>Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins</i> .....	11
• <i>Par rapport aux piétons</i> .....	11
• <i>Par rapport aux établissements en activité</i> .....	11
• <i>Par rapport aux interdictions de survol</i> .....	11
• <i>Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)</i> .....	11
• <i>Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)</i> .....	12
• <i>Par rapport à la nature du sol</i> .....	12
Description de l'ouvrage à bâtir.....	12
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	12
• <i>Amiante</i> .....	12
• <i>Plomb</i> .....	12
• <i>Transformateurs</i> .....	12
• <i>Éléments radioactifs</i> .....	12
• <i>Installations aéro-réfrigérées</i> .....	12
• <i>Matériaux contaminés</i> .....	12
• <i>Diagnostic avant démolition</i> .....	12
Accès au chantier .....	13
• <i>Véhicules et personnel</i> .....	13
• <i>Points particuliers</i> .....	13
• <i>Fléchage - Signalétique d'accès</i> .....	14
• <i>Affichage</i> .....	14
• <i>Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier</i> .....	14
• <i>Constat d'huissier</i> .....	14
• <i>Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)</i> .....	15
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	15
• <i>Infrastructures de chantier</i> .....	15



• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges .....	15
• Protections collectives .....	15
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux .....	15
Installations de chantier .....	16
• Plan d'installation de chantier .....	16
• Recherche des zones d'installation du cantonnement .....	16
• Travaux préparatoires à l'installation de chantier : .....	17
• Clôtures .....	17
• Stockage des Terres .....	17
• Affectation des installations de chantier .....	17
• Dimensionnement du cantonnement .....	18
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel .....	19
• Secours .....	20
• Nettoyage et entretien du cantonnement .....	20
Autorisations administratives et démarches diverses .....	20

## **Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent .....21**

Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales .....	21
• Généralités .....	21
• Circulations des piétons .....	21
• Circulations horizontales et verticales .....	21
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage .....	23
• Généralités .....	23
• Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA) .....	23
• Grues mobiles : .....	23
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules : .....	23
• Vérification des appareils et des accessoires de levage .....	24
• Autorisation de conduite .....	24
• Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	24
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement .....	25
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux .....	25
• Approvisionnements .....	25
• Magasins .....	28
Travaux de désamiantage .....	29
Travaux de traitement du plomb .....	30
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres .....	33
• Evacuation des déchets .....	33
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux .....	34
• Matières et substances dangereuses .....	34
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier .....	34
Protections collectives .....	35
Travail en hauteur .....	36
Installation électrique de chantier .....	37
Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	38

## **Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier .....39**



Respect des contraintes du site .....	39
• Horaires de chantier imposés.....	39
• Horaires et contraintes de livraisons.....	39
Site en exploitation .....	39
• Risque incendie.....	39
• Evacuation des personnes en cas d'incendie .....	39
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	39
<b>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant .....</b>	<b>40</b>
Nettoyage du chantier .....	40
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	40
Démarche environnementale, tri des déchets.....	40
• Objectifs.....	40
<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....</b>	<b>42</b>
Organisation des secours.....	42
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) .....	43
Infirmier.....	43
Dispositions en cas de travail isolé .....	43
Risque incendie .....	43
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants.....</b>	<b>45</b>
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	45
Visite d'inspection commune.....	45
Etablissement d'un PPSPS .....	46
Diffusion des PPSPS.....	46
Observations du coordonnateur SPS.....	47
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	47
Mise à jour du PGC .....	47
Sous-traitant .....	47
Travailleurs Indépendants .....	48
Travail dissimulé.....	48
Prêt de main d'œuvre.....	48
Recensement des accidents du travail .....	48
<b>Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).....</b>	<b>49</b>
<b>Annexe(s).....</b>	<b>50</b>
• - Annexe 1 : Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage .....	50
• - Annexe 2 : Projet de DHOL.....	50
• - Annexe 3 : Eléments pour établissement des consignes .....	50
• - Annexe 4 : Permis feu.....	50
• - Annexe 5 : Trame PPSPS.....	50



## Glossaire

**AC** : Autorisation de Conduite

**AT** : Accident de Travail (avec ou sans arrêt)

**CACES** : Certificat Aptitude à la Conduite de l'Engin en Sécurité

**CISSCT** : Collège Interprofessionnel sur la Santé la Sécurité et Conditions de Travail (chantier Niv 1)

**CRAM** : Caisse Régionale d'Assurance Maladie

**CSPS** : Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

**DCE** : Dossier Consultation des Entreprises

**DIUO** : Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (établi par le CSPS en fin de chantier)

**DOE** : Dossier sur l'Ouvrage Exécuté (établi par le Moe sur documents fournis par les Entreprises)

**DP** : Déclaration Préalable

**1** : Gros Œuvre

**IT** : Inspection de Travail

**LC** : Lot Concerné

**TCE** : Tous Corps d'Etat

**MO** : Maître d'Ouvrage

**MOd** : Maître d'Ouvrage délégué

**Moe** : Maître d'œuvre

**Niv 1/2/3** : Niveau du chantier en fonction du volume des travaux et niv de la Mission du CSPS

**OPPBTP** : Office Public de Prévention Du Bâtiment et des Travaux Publics

**PGC** : Plan Général de Coordination (établi par le CSPS)

**PIC** : Plan d'Installation Chantier

**PPSPS** : Plan Particulier sur la Sécurité et la Protection de la Santé (établi par l'Entreprise)

**SST** : Sauveteur Secouriste du Travail

**PR** : Point de Rassemblement



## Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTB.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).





# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

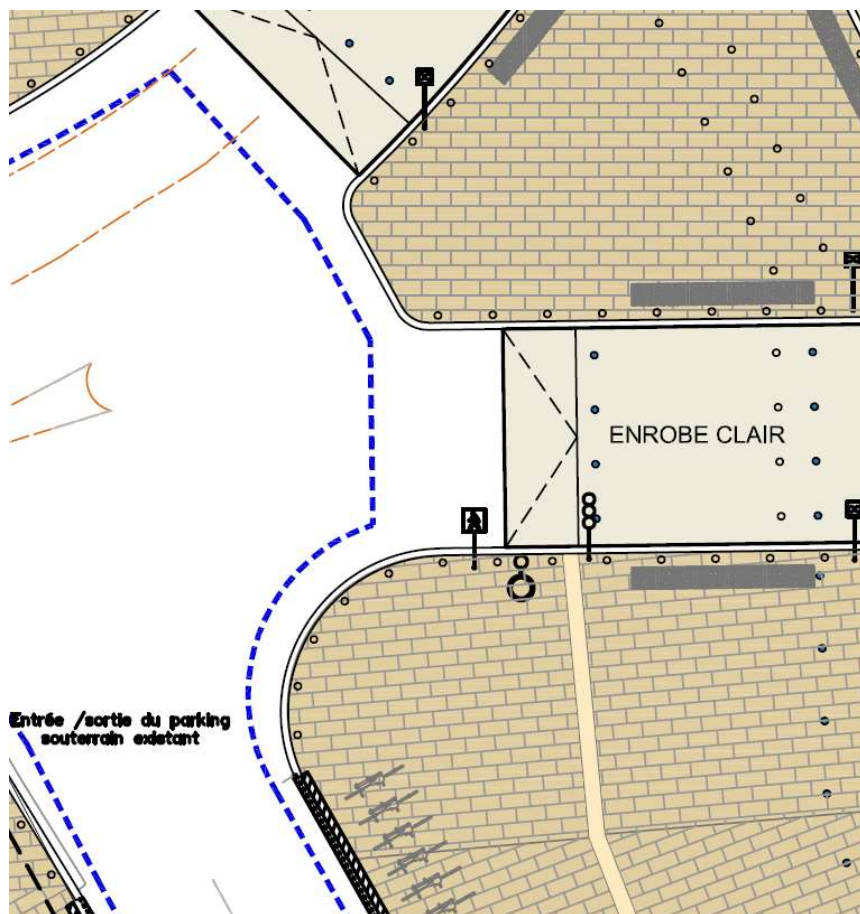
## PRESENTATION DU PROJET

**Le projet consiste à la construction d'un espace de vie au bâtiment PI. Ce bâtiment sera une construction en RDC qui viendra en surélévation d'une construction existante le bâtiment PI.**

L'ossature de cette construction sera réalisée en bois avec de grand espaces vitrés

## **Situation géographique**

Université de Toulon accès par le chemin d'accès sur l'extrait de plan ci dessous



## **Description synthétique de l'environnement**

Les travaux se situent en lieu et place de la toiture végétalisée du bâtiment PI de l'université de Toulon porte d'Italie

## **Phasage des travaux et calendrier prévisionnel**

Les travaux se dérouleront dans un délai global de 10 mois avec une période de préparation de 1 mois comprise dans ce délai.

Le début prévisionnel des travaux est fixé au second semestre 2024





**INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION****Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
<b>Maître d'ouvrage</b>		
UNIVERSITE DE TOULON - DPVRH Cs60584 Avenue de L Université 83130 LA GARDE	M JIMMY RIGAUX	+33 4 94 14 25 60  jimmy.rigaux@univ-tln.fr
<b>Maître d'œuvre</b>		
Loïc GESTIN ARCHITECTES 1 rue Hoche 83000 TOULON	Mr GESTIN Loïc	09.53.54.39.55 09 53 54 39 55 gestinarchitect@hotmail.com
<b>Bureau de contrôle</b>		
DEKRA 417 route de la Farlède 83130 LA GARDE	M. WOLF	  regis.wolf@dekra.com
<b>Coordonnateur SPS</b>		
DEKRA Industrial ACT CSPS COTE D'AZUR Bâtiment Les Pléiades 417, Route de La Farlède 83130 LA GARDE	Titulaire : C : SEBASTIEN TOURNASSAT R : SEBASTIEN TOURNASSAT <u>Suppléant :</u> C : R :	04.91.87.63.16  sebastien.tournassat@dekra.com

**Organismes institutionnels de la prévention**

Intervenants	Représentant	Téléphone Fax Email
<b>DDETS Unité Départementale 83</b>		
Unité de contrôle VAR CENTRE 177 boulevard Charles Barnier BP 131 83071 TOULON CEDEX	Unité de Contrôle 83-02-07	04 94 09 64 31 04 94 09 65 40 paca-ut83.uc2@direccte.gouv.fr
<b>CARSAT SUD EST</b>		
Rue Emile Ollivier 83000 TOULON	Mr Loïc VIEIL	04 94 46 86 54 04 94 46 89 63 loic.vieil@carsat-sudest.fr
<b>OPPBTP PACA - Comité régional</b>		
10 Place de la Joliette ATRIUM 10.6 13002 MARSEILLE	OPPBTP - Comité régional	04 91 71 48 48 04 91 22 66 64 marseille@oppbtp.fr

**Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage**

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.



## Obligations administratives

### **Formalités administratives :**

- sous la responsabilité du maître d'ouvrage
  - déclaration d'ouverture de chantier
  - demande de renseignement
  - notification des marchés de travaux
  - acceptation et validation des dossiers de sous-traitances
  
- sous la responsabilité de l'entreprise
  - établir les DICT
  - rédaction du Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé
  - faire la demande d'inspection commune auprès du Coordonnateur de sécurité
  - établir les déclarations de sous-traitance
  - faire la demande d'arrêté de circulation et/ou d'occupation du domaine public
  - constat d'huissier (si nécessaire)
  - planning / calendrier des travaux
  - plan d'installation de chantier / plan de circulation sur chantier
  - effectif sur chantier
  
- Documents tenu à jour sur chantier
  - Fiche d'accueil salarié entreprise sur le chantier
  - Liste du personnel présent sur le chantier
  - PPSPS des entreprises
  - Habilitation du personnel
  - Plan d'Assurance Qualité

# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### **Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins**

L'espace de construction se trouvant sur la toiture végétalisée du bâtiment PI, cette zone se situe à l'intérieur de l'université de Toulon en activité, elle-même installée au limite du centre ancien de Toulon. Problématiques d'accès au chantier par la voirie publique ces dernières sont souvent à sens unique avec des restrictions de circulation et de tonnage, problématique de stationnement aux abords de la zone de chantier nécessitant des autorisations de voirie auprès des services de la ville de Toulon et du département du Var selon la nature des voies.

### **Par rapport aux piétons**

Vu que la zone de chantier se trouve dans l'enceinte de l'université, l'entreprise en charge de l'installation de chantier devra mettre en place des cheminements différenciés pour les utilisateurs et pour les personnels de chantier afin qu'il n'y ait pas d'interférences voir un accès au chantier complètement indépendant.

### **Par rapport aux établissements en activité**

L'établissement universitaire étant en activité, bien qu'il y ait une mission de coordination SPS pour cette opération le service de prévention de l'établissement devra rédiger un plan de prévention pour la gestion des circulation en dehors de la zone de chantier close et indépendante.

### **Par rapport aux interdictions de survol**

Interdiction absolue de survol par tout type d'appareil de levage des zones publiques

### **Par rapport aux transports (terrestre, maritime ou aérien)**

Vu la situation géographique de l'opération des déviations temporaires de circulation risques d'être nécessaires pour les différentes opérations d'approvisionnements du chantier. Les entreprises concernées auront obligation de faire les démarches auprès des services concernés dans les délais nécessaires pour obtention des autorisations.

### **Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier**

L'entreprise se doit d'être en possession des plans de récolement des réseaux enterrés existants.

Une concertation avec les concessionnaires est impérative pour une prise de connaissance des ouvrages déjà en place.

Pour toutes incertitudes sur la présence exacte de réseaux électriques enterrés et/ou canalisation gaz, l'entreprise concernée par les travaux d'infrastructures, devra adapter son mode opératoire pour que le personnel exécutant soit toujours protégé du risque électrique et explosion gaz.

Prévoir l'exécution de sondage de repérage de réseau si nécessaire.

Toutes les démarches administratives doivent être faites au préalable :

- repérage physique sur site avec le gestionnaire du réseau
- marquage au sol précis et normé (type de réseau, domaine de tension etc...)
- Rédaction du PPSPS / mode opératoire
- Visite d'inspection commune avec le CSPS

Il est impératif que durant toute la durée des travaux, le personnel chantier soit encadré et sensibilisé au risque électrique et gaz.

L'entreprise devra informer le CSPS dès lors qu'elle a un doute sur :

- le mode opératoire à mettre en œuvre,
- le positionnement exact des réseaux existants,
- un manque d'information des installations existantes,

Une réunion spécifique sera alors organisée en place, avec les acteurs concernés.



L'entreprise a le devoir de faire remonter toutes informations en cas d'incertitude.

Pour tous travaux à proximité d'installation sous tension, le personnel de l'entreprise doit être habilité conformément à la norme NFC 18510. Tout exécutant doit avoir son titre d'habilitation sur lui en permanence.

Une copie des titres d'habilitation des différents intervenants sera obligatoirement transmise au responsable des services techniques.

De même chaque personnel opérateur travaillant à proximité des réseaux existant doivent être titulaire de l'attestation AIPR (obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018).



### **Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)**

**Le démarrage des travaux ne pourra s'effectuer qu'après le nettoyage du terrain, et mise en place des clôtures de chantier en limite de propriété.**

### **Par rapport à la nature du sol**

~~Il y a lieu de consulter le rapport géotechnique afin de vérifier la nature du sol et la présence éventuelle d'eau.~~

## **DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR**

*Voir le descriptif de la MOE*

## **PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS**

### **Amiante**

- Sans objet bâtiment construit après 1997

### **Plomb**

- Sans objet.

### **Transformateurs**

- Sans objet

### **Éléments radioactifs**

- Sans objet

### **Installations aéro-réfrigérées**

- Sans objet

### **Matériaux contaminés**

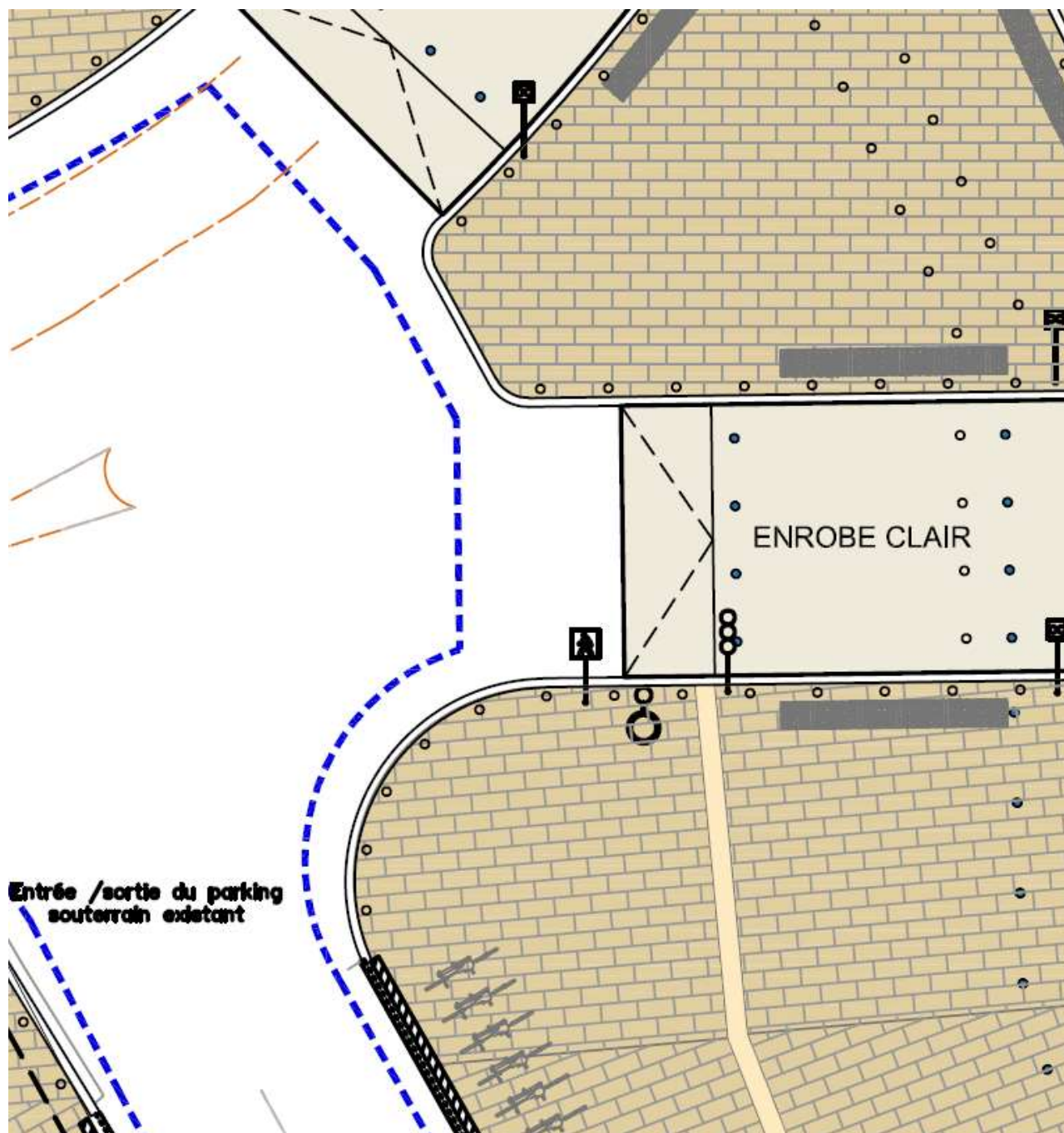
- Sans objet

### **Diagnostic avant démolition**

- Sans objet

## Véhicules et personnel

L'accès à la zone de chantier se fera comme indiqué sur le plan ci-dessous puis l'accès au chantier se fera via une sapine d'accès installée en contre bas de la zone de chantier



L'ensemble des véhicules empruntera cet accès.

## Points particuliers

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne pourra se faire sur la voie publique aux abords du chantier. Une zone de parage sera définie en concertation avec le Maître d'œuvre à l'intérieur de la zone cantonnement.

## Fléchage - Signalétique d'accès

L'accès au chantier se faisant par **Gros œuvre**, l'itinéraire d'accès devra être fléché de façon précise afin d'éviter toute manœuvre et circulation inutile susceptible de détériorer les voiries existantes.

Une signalisation d'accès au chantier sera mise en place, chaque entrepreneur informera ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

## Affichage

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

Outre l'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme, tout entrepreneur (entreprises titulaires des différents lots, sous traitants et travailleurs indépendants) travaillant sur le chantier doit avoir affiché son nom, sa raison ou sa dénomination sociale ainsi que son adresse. L'affichage est assuré sur un panneau dont les indications sont lisibles depuis la voie publique.



## Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisés à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) devront être accompagnés par l'entreprise concernée par leur intervention.



L'entreprise concernée devra réaliser l'accueil de ces intervenants.

## Constat d'huissier

Avant tout démarrage des travaux l'entreprise du **Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité** aura à sa charge l'établissement d'un constat d'huissier contradictoire avec les personnes concernées.

L'ensemble des voiries, équipements et bâtiments mitoyens au chantier fera l'objet de ce constat qui sera à la charge du **Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité**

La remise en état des éléments dégradés sera à la charge de l'entreprise responsable si elle est identifiée ou au compte prorata dans le cas contraire.



## Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.



Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

## UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il sera favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

### Infrastructures de chantier

Le titulaire du **Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité** aura à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier).

### Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

Le titulaire du **Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité** devra mettre en place une utilisation effective commune des moyens logistiques du chantier (mise en commun des moyens de manutention sur le chantier dont l'espace sera limité, manutention, circulation, échafaudages, ascenseurs, levage, gestion des déchets...).

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), sera appliquée.

### Protections collectives

Le titulaire du **Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité** aura à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

## VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

### Sans objet les travaux se déroulant sur un bâtiment existant les VRD primaires sont déjà réalisés

~~Le montant de l'opération étant supérieur à 760 000 €, les VRD préalables aux travaux à la charge du maître de l'ouvrage seront réalisés par les entreprises préalablement au commencement du chantier.~~

~~Les VRD primaires (desserte en voirie pour véhicules et piétons jusqu'à l'installation de chantier et à la zone travaux depuis la voie publique, raccordement à un réseau d'eau potable, à un réseau électrique et en évacuation des matières usées) seront réalisés suivant le tableau ci-après :~~

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Aménagement de l'accès chantier	Accès depuis la place intérieure	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Aménagement de l'Accès aux Installations de Chantier	Accès depuis la place intérieure	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Comptage à faire réaliser par le concessionnaire	Pendant la phase installation avant le démarrage des	<b>Lot démolition / terrassement / gros</b>





Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
		travaux	<b>œuvre / étanchéité</b>
Evacuation des eaux usées	Sur attente existante	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Raccordement au réseau Electrique	Raccordement sur transformateur existant ou autre	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>

## **INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Les travaux proprement dits ne pourront débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

### **Plan d'installation de chantier**

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du lot principal, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.



### **Recherche des zones d'installation du cantonnement**

Le plan d'installation de chantier précisera :

- L'utilisation des locaux existants comme cantonnement de chantier (bureaux, magasins, vestiaires, réfectoires).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.
- ~~Descriptif du système anticollision si nécessaire.~~
- Aire d'assemblage de la charpente au sol s'il y a lieu.



## **Travaux préparatoires à l'installation de chantier :**

### **Sans objet les travaux se déroulant sur un bâtiment existant les VRD primaires sont déjà réalisés**

~~Compte tenu de l'importance du chantier, les travaux de voirie chantier et attentes diverses : électricité, eau, évacuation, téléphone, etc. seront réalisés en phase préparation des travaux.~~

~~La zone des futurs parkings sera traitée dès la phase préparation de manière à pouvoir l'utiliser dans le cadre des travaux pour l'installation de chantier.~~

## **Clôtures**

La responsabilité du fait de la chose suivant l'article 1384 du code civil est engagée en l'absence de clôture. Le chantier sera donc totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction.

La clôture et le portail existants délimitent la périphérie de l'université

Une clôture complémentaire devra être installée pour rendre le chantier indépendant vis-à-vis d'éventuels projets à venir.

L'entreprise réalisant la clôture aura à sa charge le portail avec système de fermeture ainsi que l'entretien ou le déplacement éventuel dans le cadre de modification de l'emprise de la zone des travaux.

Elle assurera chaque jour l'ouverture et la fermeture de l'accès chantier.

## **Stockage des Terres**

### **Sans objet**

~~Une partie des terres des différents terrassements sera stockée sur une zone définie sur le plan d'installation de chantier pour une réutilisation sur le site.~~

~~Les excédents de terres seront évacués à la décharge.~~

## **Affectation des installations de chantier**

Les installations de chantier seront réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Création de l'ensemble des voiries de chantier, y compris zones de parking	<b>Sans objet</b>	
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Réseaux divers existants à protéger	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Réseaux utilitaires (éclairage, BT, force, etc.)	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	<b>Mis à disposition par le MOA</b>	
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Vestiaires, réfectoires de son lot jusqu'à la fin de sa prestation.	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment (par étage et par bâtiment)	<b>Lot électricité</b>	<b>Lot électricité</b>
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	<b>Sans objet</b>	
Bennes à déchets	<b>Les entreprises</b>	<b>Les entreprises</b>
Goulottes d'évacuation	<b>Sans objet</b>	<b>Sans objet</b>

## Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement sera dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs seront précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

Dimensionnement des installations de vie

LOCAL	DIMENSION	COMPOSITION	Observations
VESTIAIRES	1,25m² par personne	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Éclairé ;</li> <li>o Convenablement aéré ;</li> <li>o Chauffé en saison froide ;</li> <li>o Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu) ;</li> <li>o Nettoyé 1 fois par jour ;</li> <li>o Exempt de tout stockage de produits et</li> </ul>	Local aéré, éclairé, chauffé.



REFECTOIRE	1,5m <sup>2</sup> par personne	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Un robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 personnes prenant leur repas.</li> <li>o Tables et sièges en nombre suffisant</li> <li>o Point de chauffe, Garde-manger (Réfrigérateur si possible).</li> </ul>	Local aéré, éclairé, chauffé.
CABINETS D'AISANCE	Un cabinet et un urinoir pour 20 travailleurs hommes	<ul style="list-style-type: none"> <li>o lavabos séparés pour les hommes et pour les femmes</li> <li>o Eau potable</li> <li>o Moyens de nettoyage</li> <li>o Moyens de séchage et ou d'essuyage appropriés</li> </ul>	Eau chaude sanitaire
SALLE DE REUNION	1,5m <sup>2</sup> par personne	<ul style="list-style-type: none"> <li>o Tables et sièges en nombre suffisant</li> <li>o Armoire documents</li> <li>o Trousse de secours</li> <li>o Téléphone d'alerte, n° d'appels d'urgence, consignes en cas d'accident.</li> <li>o Affichages réglementaires</li> </ul>	Local aéré, éclairé, chauffé. Accessible en permanence
Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R. 4224-24 du code du travail (articles R. 4224-14 et R. 4224-23 du code du travail).			
Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson			



Salle de réunion



Sanitaires



Réfectoire



Vestiaires

### Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques seront prévus dans les locaux réservés au personnel.



## Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.



## Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage quotidien et l'entretien du cantonnement seront réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

Nature de l'intervention	Réalisée par	A charge
Nettoyage quotidien des locaux communs et des installations communes d'hygiène	Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité	Débit du compte prorata
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité	Débit du compte prorata

## AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

Démarches administratives	Services concernés	Réalisées par :
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi du PPSPS du lot principal	- Inspection du Travail/DIRECCTE - CARSAT/CRAM - OPPBTP	Tous les lots
Autorisation d'installation de grue à tour suivant arrêté municipal du 14 mars 2003	Ville de ...	Sans objet
Autorisation de voirie pour travaux sur la voie publique	Services techniques ville ...	Les entreprises concernées
Travaux à proximité des voies de chemin de fer	SNCF	Sans objet
Servitudes aériennes	Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)	Sans objet
Autorisation administrative diverse	Service local	Les entreprises concernées



# Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

## VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

### Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

### Circulations des piétons

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique sera mise en place dès le début des travaux par le **lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité**

Le cheminement vers le cantonnement sera protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mènera directement à l'extérieur du chantier.

### Circulations horizontales et verticales

Les escaliers définitifs seront posés au fur et à mesure de l'exécution des planchers afin de limiter le recours aux échelles.

Dans le cas où ceux-ci ne peuvent être installés immédiatement, les accès provisoires aux différents niveaux seront mis en place pour chaque trémie d'escalier de telle sorte qu'elles puissent satisfaire aux exigences de sécurité jusqu'à la mise en place des escaliers définitifs.

Les accès en combles se feront par les trappes et platelage en place.

Les accès ponctuels en toiture (après réalisation de la couverture) se feront par les châssis avec utilisation des systèmes d'ancrage mis en place.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier sera établi lors de la phase préparation du chantier.	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments seront aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none"><li>- protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en construction ;</li><li>- permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.</li></ul>	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes seront réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : <ul style="list-style-type: none"><li>- Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement</li></ul>	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre /</b>



Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
horizontales et verticales	ou sur palier ; - Protection définitive fixée sur le limon.	<b>étanchéité</b>



## **CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE**

### **Généralités**

Les entreprises tiendront compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

### **Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)**

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004).

Le rapport de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.

### **Grues mobiles :**

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera tenu à disposition dans l'appareil.

### **Grues auxiliaires de chargement de véhicules :**

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules devront être vérifiées conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, sera aussi tenu à disposition.

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	<b>Les entreprises concernées par des manutentions</b>
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	<b>Les entreprises concernées</b>
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux sera organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	<b>Les entreprises concernées</b>



## Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

## Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur devra être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

## Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes devront prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

[Rappel de la réglementation :](#)

### Le code du travail indique qu'il faut :

- > privilégier la manutention mécanique
- > limiter les charges :
- en fonction du sexe et de l'âge

Hommes		Femmes	
16 à 17 ans	A partir de 18 ans	16 à 17 ans	A partir de 18 ans
20 kg	55 kg	10 kg	25 kg

De plus, le transport sur diable est interdit au personnel de moins de 18 ans et aux femmes enceintes. Pour les femmes, il est limité à une charge de 40 kg, poids du diable compris.

- le personnel ne peut être admis à porter de façon habituelle des charges supérieures à 55 kg qu'à condition d'avoir été reconnu apte par le médecin de prévention, sans que ces charges puissent être supérieures à 105 kg

- > former le personnel au déplacement des charges (gestes et postures)
- > mettre à disposition du personnel des équipements de protection individuelle appropriés



**La norme AFNOR NFX 35-109 est plus restrictive que la réglementation en ce qui concerne les limites acceptables de port manuel de charge. Elle tient compte des critères de masse transportée, du soulèvement, de la fréquence du transport, de la distance parcourue, de l'âge et du sexe.**

Les limites recommandées pour le port occasionnel de charges sont :

Hommes			Femmes		
15 à 18 ans	18 à 45 ans	45 à 65 ans	15 à 18 ans	18 à 45 ans	45 à 65 ans
15 kg	30 kg	25 kg	12kg	15 kg	12 kg

Dans le cas de port répétitif de charges, les limites recommandées sont plus basses.

### Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.

### **APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises devront formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	<b>Tout corps d'état</b>
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs seront informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier.  L'entreprise concernée devra prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	<b>Tout corps d'état</b>

### Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

#### Approvisionnement

Les matériels et matériaux devront être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

Chaque entreprise dans le cadre de sa propre organisation devra établir **un plan particulier de sécurité et protection de la santé (PPSPS)** dans lequel sera précisé les modalités d'approvisionnement avec identification claire et précise, des moyens matériels mis en œuvre, ainsi que les moyens de prévention associés notamment contre le risque de chute de hauteur des personnes depuis les zones de réception des marchandises et contre le risque de chute de matériaux/matériel.

Pour toutes manutentions, chaque entreprise devra rester vigilante vis-à-vis du facteur vent. Les rafales de vent et/ou mistral peuvent engendrer des risques majeurs lors des manutentions. Aucun risque ne devra être pris et la réglementation s'appliquera automatiquement. Chaque engin de levage (grues à tour et/ou grue mobile) sera équipé de dispositif d'alerte et de sécurité.

[Rappel de quelques règles applicables sur les chantiers du BTP](#)



## «ORGANISATION DES APPROVISIONNEMENTS DE L'OUVRAGE»

- ✎ Intégrer un lot **logistique-manutention** dans les pièces contractuelles du marché.
- ✎ Au stade du PGC :
  - Déterminer les **principes de manutention** du projet,
  - Définir les **zones** de déchargement et d'entreposage, **voies** de circulation, **infrastructures** nécessaires à la manutention.
- ✎ Organiser, avant le démarrage des travaux, une **réunion de lancement des approvisionnements** de l'opération.

### «DÉPLACEMENT HORIZONTAL DES CHARGES À L'EXTÉRIEUR DE L'OUVRAGE»

- ☛ Prévoir un dispositif d'identification, de signalisation, de guidage et sa maintenance pour les fournisseurs du chantier.
- ☛ Analyser les risques (écrasement, chutes...) et mettre en place les moyens de prévention lors des opérations de chargement/déchargement (vision directe, caméras vidéo, plates-formes stabilisées...).
- ☛ Éviter le recours aux manutentions intermédiaires :
  - en choisissant des zones de déchargement situées près des ascenseurs, des monte-matériaux et des engins de levage.
  - en positionnant les aires de déchargement au plus près des zones de travail.

### «DÉPLACEMENT VERTICAL DES CHARGES À L'EXTÉRIEUR DE L'OUVRAGE»

- ☛ Procéder à un inventaire le plus exhaustif possible des matériels de levage retenus pour l'opération.
- ☛ Organiser l'utilisation des grues à tour (mise à la disposition des autres entreprises, chef de manœuvre, recettes).
- ☛ S'assurer de la formalisation des dispositions retenues (rédaction de conventions de mise à disposition, adaptation du PGC et des PPSPS).
- ☛ Compléter le dispositif retenu par la mise en œuvre de moyens communs de manutention tels que monte-matériaux.

### «DÉPLACEMENT VERTICAL DES CHARGES À L'INTÉRIEUR DE L'OUVRAGE»

- ☛ Encadrer contractuellement la mise en service anticipée des ascenseurs ou monte-charges dans le cas d'ouvrages neufs.
- ☛ Utiliser les équipements existants dans le cadre des opérations de réhabilitation.
- ☛ En l'absence d'ascenseur définitif dans l'ouvrage, mettre en place des solutions palliatives telles que monte-matériaux ou ascenseurs de chantier jusqu'à la fin des travaux.
- ☛ Obtenir des fournisseurs un conditionnement et un colisage adaptés aux caractéristiques de l'appareil.



### «**DÉPLACEMENT HORIZONTAL DES CHARGES DANS L'ENVELOPPE DE L'OUVRAGE**»

- ☞ Libérer le plus rapidement possible les **espaces** nécessaires à la **circulation** et au **travail**.
- ☞ Définir, lors de la réunion de lancement des approvisionnements, les **zones** et les **cheminements horizontaux** les plus **adaptés**.
- ☞ Choisir, à partir de l'**analyse des risques**, les matériels et équipements de manutention à mettre en œuvre.

## **Magasins**

Les entreprises auront la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin devra être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise aura à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises seront tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

**TRAVAUX DE DESAMIANTAGES**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant  Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres	L'entreprise effectuant le retrait de l'amiante devra certifiée et son personnel formé.  L'ensemble des travaux présentant un risque d'exposition à l'amiante devra être réalisé dans des zones totalement isolées sans aucune co-activité.  L'ensemble des procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets concernés devra impérativement suivre la Section 3 : Risque d'exposition à l'amiante, articles R. 4412-94 à 148 du code du travail.	<b>Sans objet</b>
Etablissement d'un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (sous-section 3)	L'entreprise établit un plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage en fonction de l'évaluation des risques et conformément aux articles R. 4412-133 à 138 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le type et les quantités d'amiante manipulés ;</li> <li>- Le lieu où les travaux sont réalisés, la date de commencement, la durée probable et le nombre de travailleurs impliqués ;</li> <li>- Les méthodes de mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements à utiliser pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;</li> <li>- La fréquence et les modalités des contrôles réalisés sur le chantier ;</li> <li>- Les durées et temps déterminés en tenant compte de la pénibilité de chaque tâche ;</li> <li>- .../...</li> </ul> Le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage établi par l'entreprise sera adressé à l'inspection du travail et aux organismes de prévention, 1 mois avant le démarrage des travaux.	<b>Sans objet</b>
Etablissement d'un mode opératoire (sous-section 4)	L'entreprise établit un mode opératoire dans le cadre des dispositions particulières aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante conformément aux articles R. 4412-145 à 148 du code du travail issu du décret n° 2012-639 du 4 mai 2012, en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La nature de l'intervention ;</li> <li>- Les matériaux concernés ;</li> <li>- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;</li> <li>- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;</li> <li>- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</li> </ul>	<b>Sans objet</b>





Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>Les procédures de gestion des déchets ;</li> <li>Les durées et temps de travail déterminés en application des articles R. 4412-118 et R. 4412-119.</li> </ul> <p>Le mode opératoire est transmis avant sa 1<sup>ère</sup> mise en œuvre, à l'inspection du travail, à la CARSAT et, le cas échéant à l'OPPBT. Une nouvelle transmission est effectuée lors de tout changement important des méthodes de travail mises en œuvre et des équipements de protection utilisés.</p>	
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par l'entreprise de désamiantage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par l'entreprise effectuant les travaux de désamiantage (sous-section 3) dans le cadre de la protection des travailleurs et de leur environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><b>Pendant les travaux de désamiantage,</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>mesures de l'exposition du personnel manipulant ou intervenant sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante suivant la VLEP de l'article R. 4412-100 du code du travail ;</li> <li>mesures dans l'environnement (en ambiance) "1° Dans la zone d'approche de la zone de travail ; 2° Dans la zone de récupération ; 3° En des points du bâtiment dans lequel se déroulent les travaux ; 4° A proximité des extracteurs dans la zone de leur rejet ; 5° En limite de périmètre du site des travaux pour les travaux effectués à l'extérieur." selon l'article R. 4412-128 du code du travail ;</li> </ul> </li> <li><b>Avant démantèlement de l'isolement,</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>prélèvement d'air en zone : Mesure dite «de 1<sup>ère</sup> restitution» suivant article R. 4412-140 du code du travail (+ article 12 de l'arrêté du 08 avril 2013 / MPC).</li> </ul> </li> </ul>	Sans objet
Mesures de prélèvement atmosphérique dues par le maître d'ouvrage	<p>Des mesures de prélèvement atmosphérique seront réalisées par le maître d'ouvrage, dans le cadre de son évaluation des risques et de son devoir d'information :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Après intervention en sous-section 3, et avant prise de possession des lieux par les entreprises de Corps d'Etat Secondaires, mesure communément appelée «fin de chantier amiante»;</li> <li>Avant restitution des lieux au public dans le cadre d'un ERP ou aux travailleurs dans le cadre d'un établissement lieu de travail (occupants habituels des locaux) : «Mesure dite de 2<sup>ème</sup> restitution» suivant article R. 1334-29-3 du code de la santé publique / MPCA Listes A &amp; B.</li> </ul>	Sans objet

## TRAVAUX DE TRAITEMENT DU PLOMB

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
<p>Travaux de retrait et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles contenant du plomb</p> <p>Interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres</p>	<p>L'entreprise effectuant le retrait du plomb devra :</p> <p>L'employeur est tenu d'organiser, en liaison avec le CHSCT ou, à défaut les délégués du personnel et avec le médecin du travail, une formation à la sécurité et une information, pour les travailleurs susceptibles d'être exposés à l'action d'agent cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, dont le plomb fait partie.</p> <p>Formation et information sur les risques liés à cette exposition doivent être renouvelées périodiquement, et adaptées à l'évolution du risque (art.R.4412-38, R.4412-86,</p>	Sans objet



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	R.4412-93) . Une notice doit être adaptée à chaque poste de travail (art. R.4412-39)	
Etablissement d'un mode opératoire	L'entreprise établit un mode en précisant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La nature de l'intervention ;</li> <li>- Les matériaux concernés ;</li> <li>- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;</li> <li>- Les notices de poste prévues à l'article R. 4412 -39 ;</li> <li>- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;</li> <li>- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;</li> <li>- Les procédures de gestion des déchets ;</li> </ul>	Sans objet
Contrôle de l'exposition des travailleurs au plomb	Les contrôles sont à la charge de l'entreprise et doivent être pratiqués par un organisme agréé par arrêté ministériel.  <b>Contrôle initial :</b> Un contrôle initial doit être obligatoirement effectué. Il comporte : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une mesure de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé par un travailleur. Cette concentration ne doit pas dépasser 0.10 mg/m3 en moyenne pour 8 heures. En cas de travaux occasionnels, susceptibles de provoquer un dépassement de cette concentration limite, le médecin donne à l'employeur un avis sur les mesures destinées à assurer la protection des travailleurs.</li> </ul> Ce contrôle doit être renouvelé lors de la survenue d'un incident ou changement notable apporté aux installations ou au procédé de travail.  <b>Contrôle Ultérieurs :</b> Des contrôles ultérieurs seront effectués selon des périodicités établies en fonction du niveau de concentration atteint et des valeurs de plombémie  <b>Modalités des contrôles atmosphériques :</b> Les modalités des contrôles atmosphériques sont définies dans un document établi par l'employeur après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut des délégués du personnel, ainsi que du médecin du travail.	Sans objet
Surveillance Médicale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un travailleur ne peut être affecté à des travaux mettant en œuvre du plomb que s'il a fait l'objet d'un examen préalable par le médecin du travail, comprenant un examen clinique et une surveillance biologique, et si la fiche d'aptitude atteste qu'il ne présente pas de contre indication médicale à ces travaux (art. R.4412-44)</li> <li>• Une surveillance médicale renforcée est assurée si</li> </ul>	Sans objet



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>l'exposition à une concentration plomb supérieure 0.05mg/m<sup>3</sup> sur 8heures est constatée, ou l'orsque le taux de plombémie dépasse 200 micro gramme/l pour les hommes et 100 micro gramme/l pour les femmes (art. R.4412-160)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une fiche d'exposition est établie pour chaque travailleur : <ul style="list-style-type: none"> <li>Elle comprend les informations sur la nature du travail effectué, les dates et résultats des contrôles d'exposition (art .R.4412-40 à R.4412-43)</li> </ul> </li> </ul>	
Hygiène	<p><b>Vestiaires :</b></p> <p>Deux vestiaires collectifs doivent être mis à la disposition du personnel, l'un « propre » et l'autre « sale », ils sont séparés par des douches (art. R.4412-156)</p> <p><b>Toilette :</b></p> <p>Des douches, associées aux vestiaires collectifs, sont à la disposition des travailleurs soumis au risque plomb.</p> <p>Les douches doivent être utilisées à chaque fois que les travailleurs retirent leurs vêtements de travail souillés par le plomb.</p> <p><b>Repas :</b></p> <p>La consommation de nourriture et de boisson ne doit s'effectuer que dans des zones non polluées et équipées d'installations sanitaires</p> <p>Pour rappel : il est interdit de boire, manger, fumer, priser et mâcher des gommes dans les locaux susceptibles de présenter des risques dus au plomb.</p> <p><b>Vêtements :</b></p> <p>Les vêtements de travail souillés par le plomb ne doivent pas être portés en dehors du lieu de travail. C'est l'entreprise qui en assure l'entretien et le lavage fréquent.</p>	Sans objet
Protections collective et individuelle	<p><b>Généralités :</b></p> <p>Les travaux exposant au plomb doivent se faire en système clos et étanche.</p> <p>En cas d'impossibilité, les emplacements de travail doivent être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées et des vapeurs de plomb (Aspiration à la source puis rejet après filtration)</p> <p>S'il est impossible d'assurer une ventilation efficace des lieux de travail, le personnel exposé doit porter un appareil de protection respiratoire.</p> <p>Si la durée des travaux ne doit pas excéder une journée, cette protection peut être également utilisée. Il doit être fourni à chaque travailleur exposé au plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés, des vêtements de protection, une coiffure et des bottes ou chaussures de sécurité.</p> <p><b>Intervention milieu occupé :</b></p> <p>Des dispositions particulières doivent être prises lorsque des travaux favorisant le dégagement de poussières de plomb doivent être exécutés dans des lieux occupés.</p> <p>Isolation des pièces = sas de confinement</p> <p>Nettoyage des espaces d'intervention</p> <p>Ventilation = filtration</p> <p><b>Protection des voies respiratoire :</b></p> <p>Sur chantier, l'opérateur doit porter un appareil de protection</p>	Sans objet



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>respiratoire qui sera choisi en fonction des travaux et modes opératoires retenus, après analyse des risques.</p> <p><b>Nettoyage des lieux de travail :</b></p> <p>Les poussières seront captées à l'aide d'aspirateurs industriels munis de filtres type EU9 à EU14</p> <p>Les lavages seront effectués à l'aide :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- D'injecteurs-extracteurs,</li> <li>- De nettoyeurs à haute pression (Vigilance au niveau du brouillard pouvant contenir des poussières de plomb)</li> <li>- Eponges</li> </ul>	
Evacuation et Stockage des déchets	<p><b>Stockage</b></p> <p>Les déchets doivent être évacués de manière continue hors du lieu de production au minimum tous les soirs et si possible à mi journée. Ils seront stockés à proximité dans un local fermant à clef et emballés dans des sacs et récipients étanches étiquetés.</p> <p><b>Traitement des déchets</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En centre de traitement agréé pour les débris et poussières de plomb.</li> <li>- En installation de stockage de déchets non dangereux pour les éléments intégrés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtu de peinture au plomb, après ensachage.</li> <li>- En installation de stockage de déchets inertes pour les matériaux intègres (Pierre, briques, bloc de béton, sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb avec teneur en plomb lixiviable inférieure à 0.5 mg/Kg</li> <li>- Les pots et récipient souillés, les EPI souillés hors service, les sacs des systèmes d'aspiration, les filtres des systèmes d'aspiration d'air, les chiffons souillés, les protections des sols et bâches de confinement seront évacués en installation de stockage de déchets dangereux.</li> </ul>	<b>Sans objet</b>

## **CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES**

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

### **Evacuation des déchets**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants	<p>L'entrepreneur aura à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot.</p> <p>Ces bennes seront totalement indépendantes des bennes gérées par le compte prorata.</p>	<b>Tout corps d'état</b>



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Bennes à déchets	L'entrepreneur du lot n° ..... mettra à disposition de l'ensemble des entreprises des bennes en quantité suffisante, et assurera l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...) ;</li> <li>- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés ;</li> <li>- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centre de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...).</li> <li>- Benne pour les déchets industriels spéciaux (DIS), destinés aux centre de classe 1 (peintures, solvants, bois traité, ....)</li> <li>- Benne pour les déchets ménagers</li> </ul>	<b>Sans objet les entreprises gèreront leurs déchets</b>
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles seront remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	<b>Les entreprises</b>
Goulottes à gravats	Mise en place de goulottes pour évacuation des gravats des étages. L'évacuation des gravats par les trémies étant interdite.	<b>Sans objet</b>
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	<b>Tout corps d'état</b>
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	<b>Tout corps d'état</b>

## **CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne devront pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informera préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fera au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établira un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier**

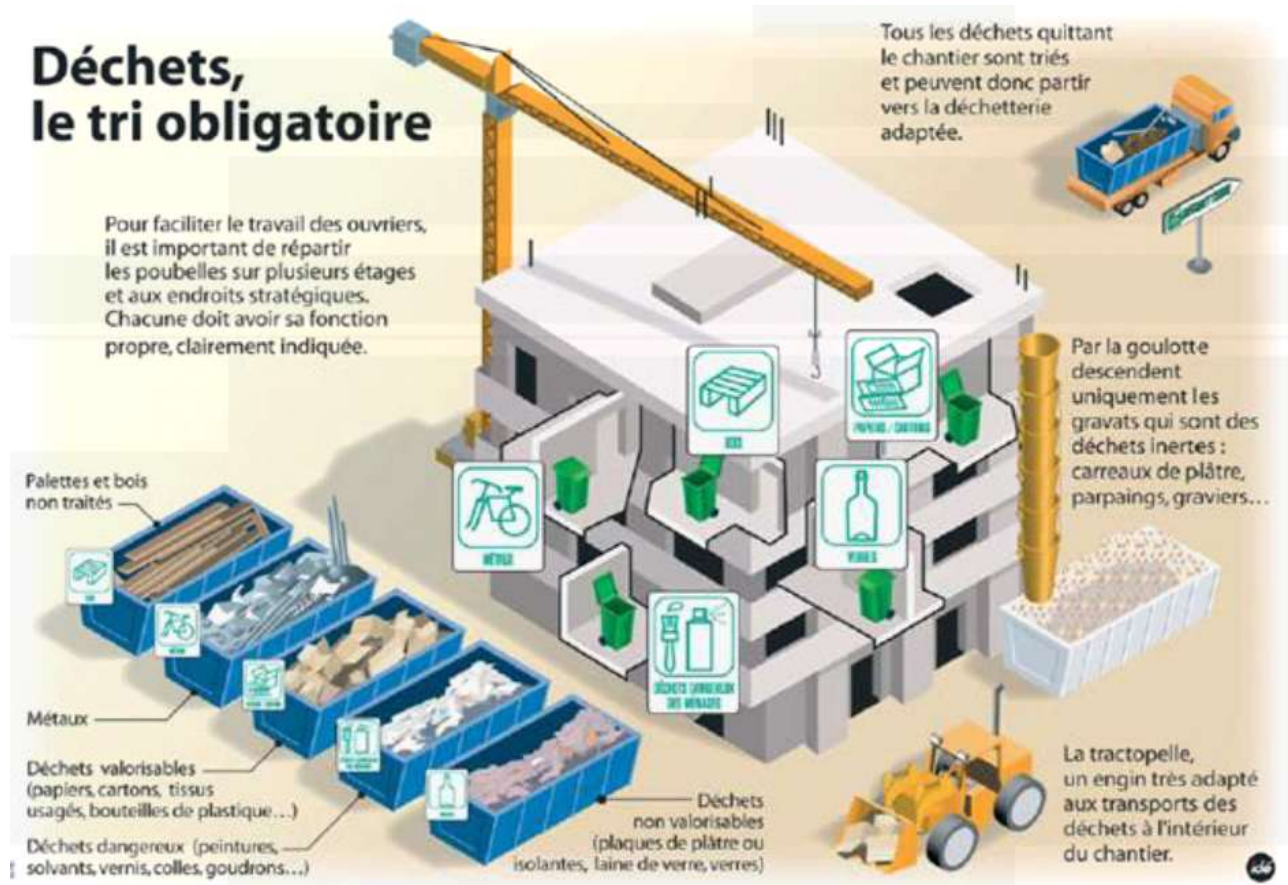
Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) seront évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

Le traitement des déchets susceptibles de libérer des fibres d'amiante sera réalisé dans les conditions des articles R. 4412-121 à 124 du code du travail.

Les déchets d'amiante devront être évacués vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) ou vitrification avec bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA).

Pour les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes et ayant conservé leur intégrité relevant du Catalogue européen des déchets (CED) sous le code 17-05-03\* du CED, il est aussi accordé une possibilité de les évacuer vers une filière d'élimination CET 2, installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).





## PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives seront adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs. Ce principe concerne les ouvertures en façade, en plancher ou sur les escaliers (ex : pour les ouvertures en façade et si l'allège n'est pas à la hauteur réglementaire la lisse reconstituant la protection sera placée à l'extérieur ou en tableau).

Pour les réservations, l'entrepreneur du **Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité** devra mettre en place un dispositif d'obturation arasant le plancher (platelage).

L'ensemble des trémies et réservations dont une dimension est supérieure à 0,80 m devra être protégé au moyen de garde corps complets (main courante hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, lisse intermédiaire à mi-hauteur et plinthe de butée de 10 à 15 cm) ou d'un platelage résistant à une charge de 150 kg minimum et équipé d'une trappe d'accès rabattable.

Les boîtes de raccordement de chauffage ou d'électricité noyées dans les planchers seront protégées par un platelage sur lequel on puisse marcher.

Dès que possible, les réservations seront bouchées et les protections définitives mises en place.



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives seront étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Travaux de charpente couverture mise en place de protections collectives type garde corps sur consoles conformes à la norme NF EN 13374 d'octobre 2004	Les protections collectives seront conservées jusqu'à l'achèvement des travaux des autres corps d'état intervenant sur la toiture (ex : antennes, ventilations).	<b>Lot charpente</b>




Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Maintien des protections collectives sur les ouvertures extérieures et les cages d'escaliers	Jusqu'à la mise en place des éléments définitifs de garde corps et de rampes par le lot n° ..... : - Escaliers ; - Balcons.	<b>Sans objet</b>
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions devra rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	<b>Tout corps d'état</b>
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>

## TRAVAIL EN HAUTEUR

Suivant le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur 	Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	<b>Tout corps d'état</b>
Hauteur > de 2,50 m 	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.	<b>Tout corps d'état</b>
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise devra avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice devra réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement.  Une convention de prêt entre les entreprises concernées sera établie.	<b>Tout corps d'état</b>
Echafaudage de façade pour une utilisation commune pour les travaux de toiture (charpente, couverture...) afin de réaliser les différentes interventions des corps d'état sous protections collectives	L'échafaudage sera mis en place par le lot <b>démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b> pour une utilisation commune par les lots charpente, menuiserie. Il fera l'objet au préalable d'une convention d'utilisation, sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. L'échafaudage commun sera utilisé pour les travaux de : - pose de certaines zones de lambris - pose des descentes EP - exécution du revêtement de façades	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>




Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
	- peinture de la sous face des lambris	

## INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER

L'entrepreneur du **Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité** assurera le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau seront réalisés par le **lot électricité** :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...) ;
- l'installation d'éclairage des circulations.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installation de distribution électrique intérieure 	Depuis l'armoire générale, il devra être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment.  L'implantation des armoires de distribution devra permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	<b>Lot électricité</b>
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ;</li> <li>- Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ;</li> <li>- Prises de protection IP 447 incassables ;</li> <li>- Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ;</li> <li>- Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection.</li> </ul>	<b>Tout corps d'état</b>
Installation d'éclairage de chantier	Seront éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cheminements et circulations extérieurs ;</li> <li>- les escaliers et circulations intérieures.</li> </ul>	<b>Lot électricité</b>
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	<b>Tout corps d'état</b>
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices feront installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.	<b>Tout corps d'état</b>
Contrôle des installations électriques de chantier	Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011.  Les installations devront faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.  Un exemplaire du rapport de conformité devra être tenu à disposition sur le chantier.	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>

**MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE**

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.  Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) sera interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	<b>Tout corps d'état</b>
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot mettra en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	<b>Lot concerné</b>
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettront en place les protections nécessaires.	<b>Lot concerné</b>
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard mettra en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	<b>Lot concerné</b>
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	<b>Lot concerné</b>
Travaux de façade	Afin de permettre la mise en place d'un échafaudage permettant les travaux de façade, l'entrepreneur du lot <b>démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b> préalablement à l'intervention des entreprises réalisant ces travaux, devra assurer le nivellement et les compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite.	<b>Lot démolition / terrassement / gros œuvre / étanchéité</b>
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux seront dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.  En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée devra également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.  Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques sera à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	<b>Lot concerné</b>

# Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

## **RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE**

Les travaux seront exécutés à proximité de lieux habités et fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur, sous couvert du maître d'œuvre, devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers et aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public aura la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

### **Horaires de chantier imposés**

Les horaires de déroulement de chantier imposés par le chef d'établissement en fonction du site en activité sont pour les jours ouvrés du lundi au vendredi, matin de 7h 30 à 12h 30 et après-midi de 13h 30 à 18h 00.

### **Horaires et contraintes de livraisons**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

## **SITE EN EXPLOITATION**

Pour des travaux de réhabilitation dans un établissement en activité, le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité.

### **Risque incendie**

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications sera maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

### **Evacuation des personnes en cas d'incendie**

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donnera un avis

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier sera soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation sera réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

## **EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS**

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences au niveau des appareils de levage si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

## NETTOYAGE DU CHANTIER

### Règles générales de nettoyage du chantier



- Des bennes à déchets seront installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise devra nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows seront maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions devront être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues pourra être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

## DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS

### Objectifs

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

### **Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :**

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



## 8 ENGAGEMENTS pour des chantiers à faibles nuisances

Maître d'ouvrage, maître d'œuvre et entreprises présents sur ce chantier s'engagent à :

1. Organiser et sécuriser le chantier et ses abords  

2. Limiter les risques sur la santé du personnel  

3. Limiter les pollutions du milieu environnant  

4. Informer et prendre en compte les remarques des riverains  

5. Informer le personnel de chantier  

6. Limiter les nuisances causées aux riverains  

7. Réduire, réutiliser et recycler les déchets  

8. Préserver le patrimoine archéologique et naturel  




# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## **ORGANISATION DES SECOURS**

L'objectif sera d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante devra prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle pourra être détenue dans le véhicule de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

## **ALERTER**

Alerter ou faire alerter, c'est permettre l'arrivée rapide de secours adaptés.

**Appeler systématiquement les pompiers : 112**

## **L'ALERTE EST UN ACTE CAPITAL**

D'elle dépend la rapidité et l'efficacité des secours. Il faut qu'elle soit donnée de façon correcte.

## **LA VICTIME EST DEGAGEE**

**APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL**, qui fera le bilan des blessures et donnera les renseignements sur l'état de la victime aux services médicaux extérieurs.

## **ALERTEZ LES SECOURS : 112**

### **EN PRECISANT :**

- le nom du chantier
- le lieu de l'accident
- la nature de l'accident : chute, écrasement, électrisation, asphyxie, noyade, etc...
- l'état de la victime :
  - \* répond-elle aux questions ?
  - \* peut-elle bouger ses membres ?
  - \* a-t-elle du mal à respirer ?
  - \* a-t-elle un pouls au poignet ?
  - \* a-t-elle une lésion apparente ?
  - \* est-elle en train de s'affaiblir ?
- le numéro de téléphone où l'on peut vous rappeler

## **NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER**

Attendre que se soit votre interlocuteur qui raccroche le téléphone.

Dès que votre interlocuteur a raccroché, attendre 2 à 3 minutes et rappeler à nouveau pour confirmer votre premier appel.



## **PLACER UNE PERSONNE AVEC VEHICULE ET RADIO AU POINT D'ACCES DESIGNÉ**

**SI NECESSAIRE PLACER D'AUTRES PERSONNES SUR LE TRAJET ENTRE L'ACCES VOIE PUBLIQUE ET LE LIEU DE L'ACCIDENT**



Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours pourra être envisagé à partir du téléphone du chantier, l'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée sera apposée à proximité du combiné pour faciliter les instructions données par téléphone.

## **SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)**

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, devra dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il y aura sur le chantier en permanence au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail devront être formés.

Chaque sauveteur devra clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.



## **INFIRMERIE**

Une infirmerie est installée dès que l'effectif du personnel sur le chantier atteint 200 personnes.

1 infirmier est requis pour un effectif de 200 à 800 salariés, et 1 infirmier de plus par tranches de 600 salariés.

L'équipement de l'infirmerie est à déterminer en accord avec le médecin du travail.

## **DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE**

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

## **RISQUE INCENDIE**



Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants devront être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;
- réfectoire.

Le matériel fera l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants devront être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 18.**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;</li> <li>- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros œuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;</li> <li>- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.</li> <li>- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;</li> <li>- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;</li> <li>- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;</li> <li>- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;</li> <li>- <b>Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.</b></li> </ul>	<p><b>Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1</li> <li>- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76</li> <li>- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94</li> <li>- art. L.4531-1 à L. 4531-18</li> <li>- art. R. 4532-38</li> <li>- art. R. 4532-95</li> </ul>

## VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p><b>L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</b></p> <p><b>Le coordonnateur SPS confirmera en retour la date de la visite d'inspection commune prise d'un commun accord.</b></p> <p><b>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une VIC est joint en annexe au présent P.G.C.</b></p> <p>Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p>	<p><b>Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS</b></p>	<p><b>En application de l'article R. 4532-13</b></p>



Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes à observer et à transmettre ;</li> <li>- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.</li> </ul> <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>		

## **ETABLISSEMENT D'UN PPSPS**

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;</li> <li>- de l'entreprise sur les autres intervenants ;</li> <li>- de l'entreprise sur ses propres salariés.</li> </ul>	<p><b>Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage</b></p>	<p><b>En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9</b></p>

## **DIFFUSION DES PPSPS**

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p><b>DEKRA Industrial</b>  <b>ACT CSPS COTE D'AZUR</b>  <b>Bâtiment Les Pléiades</b>  <b>417, Route de La Farlède</b>  <b>83130 LA GARDE</b></p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBTP, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBTP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;</li> <li>• pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.</li> </ul>	<p><b>Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang</b></p>	<p><b>En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71</b></p>



## **OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Œuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p><b>Coordonnateur SPS</b></p> <p><b>Maître d'Œuvre</b></p>	<p><b>Articles R. 4532-13</b></p>

## **HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'œuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	<p><b>Coordonnateur SPS</b></p>	<p><b>En application de l'article R. 4532-48</b></p>

## **MISE A JOUR DU PGC**

*Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'œuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie).</p>	<p><b>Coordonnateur SPS</b></p>	<p><b>Articles R. 4532-47 et 48</b></p>

## **SOUS-TRAITANT**

*Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci</p>	<p><b>Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage</b></p>	<p><b>Article R. 4532-60</b></p>





Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).		

## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	<b>Travailleurs indépendants</b>	<b>Article R. 4535-1 et 4535-2</b>

## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## **PRET DE MAIN D'ŒUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.

## **Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)**

Sans objet pour la présente opération, le CISSCT ne concerne que des opérations de 1ère catégorie.



## Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

- Annexe 1 : Liste des lots, entreprises désignées par le maître de l'ouvrage
- Annexe 2 : Projet de DHOL
- Annexe 3 : Eléments pour établissement des consignes
- Annexe 4 : Permis feu
- Annexe 5 : Trame PPSPS



**ANNEXE 1**

**LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES  
DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE**

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

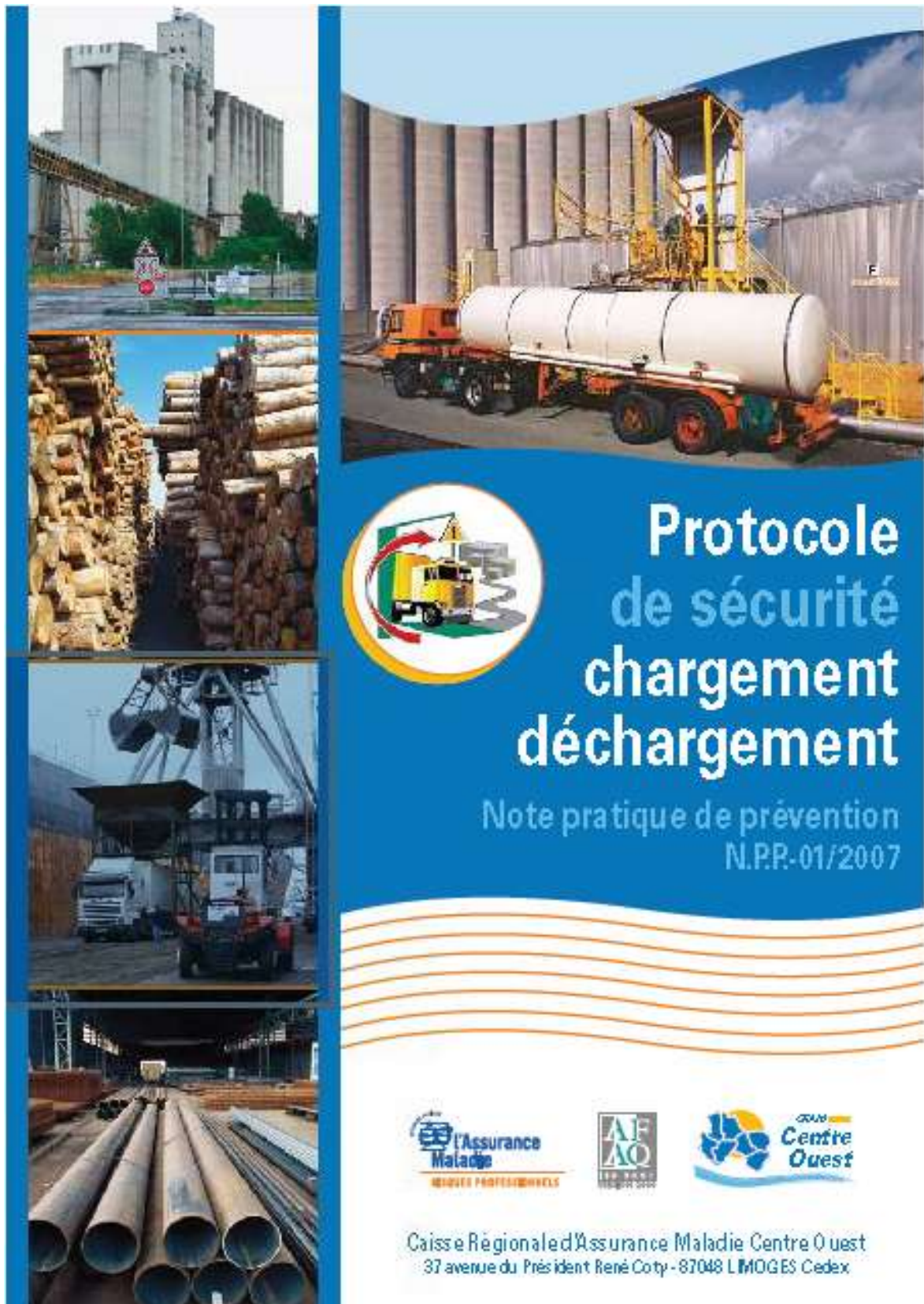
<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>Lot Clauses counmunes</b>	T			
<b>Lot 1 Démolitions / Terrassement / Gros oeuvre / Etanchéité</b>	T			
<b>Lot 2 Structure bois</b>	T			
<b>Lot 3 Menuiseries extérieures</b>	T			
<b>Lot 4 Plâtrerie / Isolation / Menuiseries intérieures</b>	T			
<b>Lot 5 Agencement</b>	T			
<b>Lot 6 Chauffage / Ventilation / Plomberie</b>	T			
<b>Lot 7 Electricité CFO / CFA</b>	T			



## ANNEXE 2

### PROTOCOLE DE CHARGEMENT / DECHARGEMENT

Aide pour l'élaboration d'un protocole chargement / déchargement et adéquation des moyens de levage et de manutention





## Ensemble, réduisons les accidents du travail

Le transport routier de marchandises apparaît comme un des secteurs où les accidents du travail sont les plus fréquents (deux fois supérieurs à la moyenne nationale). 70% des accidents surviennent véhicule à l'arrêt, au cours d'opérations de chargement et/ou de déchargement dans une entreprise d'accueil.

La prévention passe par l'évaluation des risques de toutes natures générés par l'opération, l'échange d'informa-

tions entre les partenaires et la coordination des mesures de prévention.

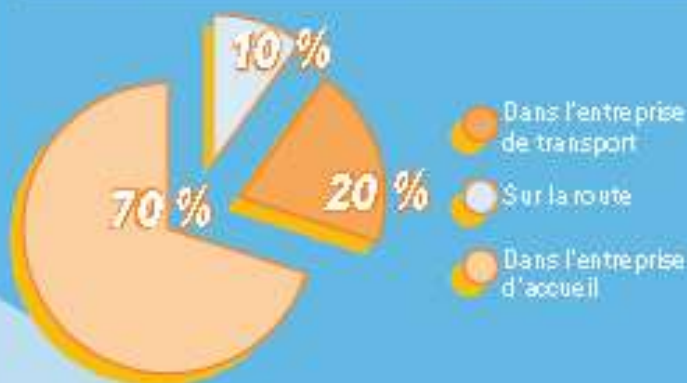
Moyen utilisé :  
le protocole de sécurité

La concertation entre l'entreprise d'accueil et le transporteur est essentielle pour la qualité de la prestation, et pour la sécurité des personnels lors des opérations de chargement et de déchargement.



Opération de déchargement de marchandises d'un poids lourd à quai dans une entreprise d'accueil

Répartition des accidents du travail en fonction du lieu de l'accident



# Protocole de

Dans ce document, vous trouvez des explications et des recommandations pour mettre en œuvre des mesures de prévention et faciliter la rédaction des différentes rubriques du protocole.

## Établissement du protocole de sécurité

Le protocole de sécurité est un document écrit, établi entre l'entreprise d'accueil et le transporteur. Il comporte toutes les indications et informations découlant de l'analyse préalable des risques liés à l'opération. L'un des deux modèles de protocole à compléter pourra être choisi en fonction des cas.

Modèle concis à utiliser lorsque, le prestataire n'est pas connu à l'avance et que l'échange d'informations a lieu sur le site d'accueil, juste avant l'opération. La concertation s'établit alors entre l'entreprise d'accueil et le conducteur.

Protocole de chargement/déchargement à utiliser chaque fois qu'un échange préalable à l'opération est possible entre les entreprises (lorsque les opérations revêtent un caractère répétitif, un seul protocole peut être établi).

Dans tous les cas, outre les consignes de sécurité, le plan de circulation apparaît comme un complément indispensable au protocole de sécurité.





## Démarche conjointe de deux entreprises

Dans cette démarche, la numérotation renvoie le lecteur à une rubrique des modèles de protocoles et à une illustration.

### 1 - Raison sociale

- Entreprise d'accueil
- Entreprise de transport
- Raison sociale
- Préciser le nom commercial pour l'entreprise d'accueil et l'entreprise de transport et leurs adresses.

### • Responsable

- Préciser nom, prénom, qualité - en capitales - numéros de téléphone, e-mail et télécopie directe du responsable expédition/réception pour l'entreprise d'accueil et du responsable des conducteurs pour l'entreprise de transport.

### 2 - Horaires de travail

- Préciser exclusivement les horaires pendant lesquels le conducteur peut être accueilli dans les conditions réglementaires par l'entreprise d'accueil.



Le panneau de signalisation lumineuse indique l'accueil des conducteurs et la réception des marchandises.



Local d'accueil et d'attente des transporteurs

## Évaluation et prévention des risques liés à l'opération de chargement et/ou déchargement



Pratiquer l'emploi des supports de matériel et des techniques d'embarquement



Utilisation d'un chariot automatique à conducteur porté pour décharger des bobines de papier

Bien choisir son camion, c'est éviter tout désagrément au chargement et au déchargement et **limiter les risques**.

### 3 - Marchandises

- Préciser la nature des marchandises
- état
- conditionnement
- quantités
- particularités et précautions éventuelles

### 4 - Véhicules et matériels de manutention embarqués

- « Bien choisir son camion »
- Produits manufacturés, matériaux de construction, animaux vivants, liquides industriels ou alimentaires, etc. Tout est transporté dans un camion.
- « Bien définir les conditions de manutention »
- S'assurer que le véhicule est adapté au matériel de manutention de l'entreprise d'accueil.
- Si le matériel de manutention doit être prévu par le transporteur, bien le définir (une grue pour charger des grumes de grande longueur ou du bois de chauffage nécessite des caractéristiques différentes).

### 5 - Matériels de manutention mis à disposition par l'entreprise d'accueil

- « Bien s'assurer des compétences requises »
- préciser le type de matériel mis à disposition,
- si le conducteur utilise un matériel de manutention de l'entreprise d'accueil, indiquer les modalités de mise à disposition : contacts avec le responsable expédition/réception, vérification par l'entreprise d'accueil, des compétences « requises » du conducteur. Si nécessaire, vérifier l'autorisation de conduite délivrée par son employeur.

### ATTENTION

Pour les envois de 3 tonnes et plus, le déchargement doit être effectué par l'entreprise d'accueil, sauf convention contraire. Si le conducteur doit participer aux opérations de chargement et déchargement, s'assurer que le contrat commercial le prévoit.



Plan de circulation et panneau de signalisation à l'entrée d'un établissement industriel

Plan de circulation et panneau de signalisation à l'entrée d'un établissement industriel

# Chargement

**Bien définir les conditions de manutention, c'est plus de sécurité.**

### 6 - Consignes de circulation

- Rappeler, de préférence à l'entrée de l'établissement, l'ensemble de consignes de circulation.
- limitation de vitesse,
- panneaux de signalisation,
- interdiction d'accès aux poids lourds sans accord préalable du réceptionnaire,
- interdiction de fumer,
- aires d'attente et de stationnement,
- arrêt des moteurs si leur fonctionnement n'est pas nécessaire,
- etc.

### 7 - Document plan de circulation

- Il sert de référence et de lecture pour l'accès aux lieux de transbordements. Utiliser de préférence un format A4 (21 x 29,7). Voir le modèle de plan de circulation joint avec ses consignes. La marche à suivre pour établir un plan de circulation y est indiquée.

### 8 - Le déroulement de l'opération

- Qui fait quoi et avec quoi ?
- Préciser s'il s'agit d'une opération de chargement ou de déchargement et qui la réalise. Joindre la procédure répartissant les tâches entre les opérateurs en présence (transport de produits dangereux, transports exceptionnels, transports de fonds, etc.).

### 9 - Risques liés aux opérations de chargement et/ou de déchargement

Pour faire le diagnostic des risques et définir les mesures de prévention, examiner, entre autres, les situations suivantes :

- Manœuvre et position du véhicule dans la zone de chargement/déchargement :
- dimension de la zone de manœuvre adaptées au véhicule ?
- éclairage de la zone suffisant ?
- guidage de la manœuvre de mise à quai ?
- Préparation du véhicule :
- risques de chute de hauteur lors des opérations de préparation du véhicule ?
- contrôle avant de commencer l'opération de chargement/déchargement : vérification du calage, bécquillage, liaison, état du plancher, etc. ?
- Rôle du conducteur pendant l'opération de chargement/déchargement :
- point d'accueil facilement identifiable ?
- le conducteur prend-il des risques :
  - en participant à l'opération ?
  - lors de l'arrimage des charges ?
- pour surveiller le bon déroulement de l'opération, le conducteur est-il placé hors des zones de circulation ?

Document plan de circulation et de lecture pour l'accès aux lieux de transbordements

### Mode de manutention

- moyens de levage et de manutention utilisés adaptés aux charges ?
- utilisateurs des moyens de levage et de manutention formés et les cas échéant, en possession de leur autorisation de conduite ?
- appareils de levage et de manutention entretenus et vérifiés régulièrement ?
- Interférences avec d'autres activités (véhicules, moyens de levage ou de manutention, installations en service, etc.)
- la zone de manœuvre et de stationnement en piétonnelle sur les autres voies routières et piétonnières ?
- circulations en marche arrière limitées au minimum ?
- opérations de chargement/déchargement simultanées ? Se gêner-elles ?
- zones d'activités à risques signalées et interdites ?

Dispositif de calage d'une zone de manutention au quai de transbordement

Dispositif de calage d'une zone de manutention au quai de transbordement

**ATTENTION**

Si le conducteur utilise un matériel de manutention mis à disposition par l'entreprise d'accueil, prévoir de quelle manière il signalera les anomalies relatives à l'utilisation.





Opérations de déchargement des véhicules  
chargés de produits dangereux

## 10 - Risques et mesures de prévention pour les produits spéciaux et les matières dangereuses

Certains produits et substances transportés présentent des risques spécifiques.

- Produits soumis aux dispositions pour le transport des matières dangereuses par route (R.T.M.D.R.) et aux règles d'étiquetage issues du Code du travail.
- Produits dont le mélange accidentel peut générer des risques. Pour les connaître, une fiche de données de sécurité est obligatoirement fournie par le fournisseur.

- Précautions particulières et mesures de sécurité nécessaires selon les risques
- procédure de répartition des tâches entre les opérateurs ?
- identité du conseiller de sécurité ?
- aménagement du poste de chargement/déchargement ?
  - résistance du sol,
  - système de récupération des débordements,
  - risques de chutes de hauteur,
  - protection des équipements fixes,
  - affichage des consignes de sécurité.
- dispositions en cas de dysfonctionnement ou d'incidents ?
  - moyen d'alarme et d'appel des premiers secours postes de secours pour le personnel,
  - équipements de protection individuelle,
  - moyen d'extinction d'incendie.

## 11 - Procédure d'alerte

- Noter les numéros d'appel d'urgence
- en interne : secouristes, responsables de secours,
- en externe : SAMU, Pompiers.

- Indiquer le numéro d'appel que doit faire le conducteur en cas d'incidents matériels divers.
- Préciser la localisation des postes sur le site et sur le plan de circulation.

## 12 - Signatures et nombre d'exemplaires nécessaires

Le protocole est visé, daté et cacheté par le responsable expédition ou réception pour l'entreprise d'accueil et l'entreprise de transport (dans le cas du protocole concis, c'est le conducteur qui vise pour l'entreprise de transport).

- Protocole établi en quatre exemplaires
- original destiné au conducteur et conservé dans le véhicule,
- 2<sup>ème</sup> exemplaire destiné au responsable expédition/réception de l'entreprise d'accueil,
- 3<sup>ème</sup> exemplaire destiné à l'entreprise de transport (archivé dans le dossier de l'entreprise d'accueil),
- 4<sup>ème</sup> exemplaire destiné à l'entreprise d'accueil (archivé dans le dossier de l'entreprise de transport).

# Le protocole de sécurité

## L'entreprise d'accueil fournit les indications concernant

- les consignes de sécurité ;
- les lieux de livraison ou de prise en charge ;
- les modalités d'accès et de stationnement aux postes de chargement ou de déchargement, accompagnées d'un plan et de consignes de circulation ;
- les matériels et engins de manutention utilisés ;
- les moyens de secours en cas d'accident ;
- l'identité du responsable qu'elle a désigné.

Le protocole de sécurité est obligatoire dès qu'une entreprise de transport de marchandises fait pénétrer un véhicule dans une entreprise d'accueil (quelle que soit sa taille) en vue d'une opération de chargement ou de déchargement quels que soient le type de marchandises, le tonnage et la nature de l'intervention du transporteur.

Cette définition très large, qui ne fait pas référence à une durée, conduit à prendre en compte tous les éléments entourant le chargement et le déchargement et non les seules opérations de manutention, notamment :

- la circulation du véhicule dans l'enceinte de l'entreprise d'accueil, c'est-à-dire l'établissement mais aussi les dépendances et chantiers situés à proximité et où il existe des interférences d'activités,

## L'entreprise de transport doit communiquer

- les caractéristiques, aménagements et équipements du véhicule ;
- la nature et le conditionnement de la marchandise ;
- les précautions ou sujétions particulières liées aux produits transportés.

- l'accès aux postes de chargement et de déchargement (procédure de mise à quai par exemple),
- les opérations de préparation du véhicule (bâchage, arrimage, débâchage).

Le protocole de sécurité (document écrit entre l'entreprise d'accueil qui reçoit ou expédie de la marchandise et l'entreprise extérieure effectuant le transport), comprend toutes les indications et informations utiles à l'évaluation des risques de toutes natures générés par l'opération et les mesures de prévention et de sécurité, qui doivent être observées à chacune des phases de sa réalisation.



## Réglementation

La prévention des accidents lors des opérations de chargement et/ou déchargement, s'appuie sur une meilleure coordination entre les entreprises en présence.

Le Décret n° 92-159 du 20 février 1992 pose les principes de prévention et les obligations à respecter par les entreprises concernées pour l'exécution de travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

L'Arrêté du 26 avril 1996 adapte les dispositions de ce décret pour tenir compte des spécificités des opérations de chargement et de déchargement.

## Groupe de travail

Ont collaboré à la rédaction et à la réalisation

CRAM Centre Ouest  
Commission Issue des C.T.R. 1, 2 et 3  
D.R.T.E.P. régions Limousin - Poitou-Charentes  
D.R.T.T. régions Aquitaine - Poitou-Charentes et Limousin-Centre  
R.N.T.R. région Limousin - Poitou-Charentes  
MEDEF régions Limousin - Poitou-Charentes

### Contacts

Prévention des Risques Professionnels  
CRAM Centre Ouest  
4 rue de la Reprie - 87000 LIMOGES  
Téléphone : 05 55 46 39 00  
Télécopie : 05 55 79 04 64  
email : doc.bpr@cram-centreouest.fr

## Bibliographie

- Les textes législatifs et réglementaires chargement/déchargement.
- Transport des matières dangereuses par route. Recommandation adoptée par le Comité National des Industries du Transport (9 juin 1994) et celui des Industries de la chimie (16 juin 1994) - C.N.I.M.T.S.
- La circulation en entreprise - Brochure I.N.R.S. E.D. 975.
- Guide d'analyse pour l'élaboration du protocole de sécurité dans le cadre des opérations de chargement et de déchargement - Brochure N.T. 1997 - CRAM Auvergne.
- Guide de prévention n° 6 « Protocole de Sécurité » - CRAM Nord-Est - juillet 1999.
- Protocole de sécurité des opérations de chargement et de déchargement dans l'industrie des tuiles et briques - Note Technique I.N.R.S. - NT 105.
- Transport routier de marchandises. Aide à l'élaboration des risques professionnels lors des opérations de chargement et de déchargement - Note 00-13 - juin 2000 - CRAM Bourgogne-Franche Comté.
- Transport routier de marchandises « Vigilant à l'arrêt comme au volant » E.D. 926 - Arrêté du 17/12/98.
- Brochure I.N.R.S. E.D. 926 - Arrêté du 17/12/98, J.O. du 01/01/99 concernant les conseils à la sécurité pour le transport terrestre de marchandises dangereuses.
- Le protocole de sécurité - fiche n° 9 - 2005 - Ministère de l'équipement des transports et du logement.



Rédaction, Impression : CRAM Centre Ouest  
Photos : CRAM Centre Ouest / Provisir - Industriels  
Flahage / D&DEM  
Édition 12000



CRAM Centre Ouest  
Commission Issue  
des C.T.R. 1, 2 et 3



D.R.T.E.P.  
régions Limousin  
et Poitou-Charentes



D.R.T.T.  
régions Aquitaine  
Poitou-Charentes et  
Limousin-Centre



R.N.T.R.  
régions Limousin  
et Poitou-Charentes



MEDEF  
régions Limousin  
et Poitou-Charentes

## ANNEXE 2

### PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER



## ANNEXE 2

### DOSSIER HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

- \*à prendre en compte par l'ensemble des entreprises







## DOSSIER HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS (DHOL)

MISSION CSPS	NOM	TELEPHONE
DEKRA Industrial SAS Activité coordination PACA RN 97 417 route de la Farlède 83130 LA GARDE	Sébastien TOURNASSAT CSPS niveau 1	06 19 07 64 43
Mise à jour DHOL	Date de modification	Commentaires
Version initiale	04/06/2024	
Création d'un espace détente sur le bâtiment PI		
Adresse chantier	Université de Toulon Toulon	Zone protégée
Contraintes horaires de livraisons / accès		Accès réglementés
Moyens mutualisés de levage et manutentions	Se référer au PGCSPS (plan général de coordination) Plan d'installation de chantier	Grue tour du GROS OEUVRE
Autres renseignements utiles		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

PARTIE CI-DESSOUS A RENSEIGNER PAR L'ENTREPRISE			
Nom de l'entreprise		Adresse	..... ..... ..... .
Nom du réceptionnaire		Tél. du réceptionnaire	
Plages horaires de livraison		Zone de livraison	<input type="checkbox"/> grue G1 <input type="checkbox"/> grue G2
Présence chef de manœuvre		<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m)..... <input type="checkbox"/> h(m).....	Charge utile de la recette à matériaux	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	<input type="checkbox"/> à la charge du fournisseur
Autres renseignements utiles			



## **ANNEXE 3 : ELEMENTS POUR ETABLISSEMENT DE CONSIGNES**

### **PROTEGER**

**POUR ASSURER LA SAUVEGARDE DE LA VICTIME  
POUR ELIMINER LES RISQUES DE SUR ACCIDENT**

**Ne vous précipitez pas vers la victime  
sans avoir analysé la situation  
et identifié tout risque persistant**

Ecrasement, électrisation, incendie, explosion, asphyxie, noyade  
**Attention au risque non visible au premier abord** (électrisation, asphyxie, etc...)

#### **ABSENCE DE RISQUE**

**NE BOUGEZ PAS LA VICTIME**, en attendant l'arrivée du sauveteur secouriste du travail

#### **RISQUE PERSISTANT**

**SANS METTRE EN PERIL VOTRE VIE, ELIMINER LE RISQUE** (étalement, mise hors tension, etc...) **SANS BOUGER LA VICTIME** en attendant l'arrivée du sauveteur secouriste du travail

#### **OU**

**SANS METTRE EN PERIL VOTRE VIE, SOUSTRAIRE LA VICTIME DE LA ZONE DANGEREUSE (\*)**

En règle générale, ne soustraite rapidement la victime que s'il y a risque imminent d'explosion, d'incendie, de noyade, ou si l'atmosphère est toxique.

#### **OU**

Si le dégagement de la victime s'avère trop dangereux, **INTERDIRE L'ACCES A LA ZONE DANGEREUSE** en attendant l'arrivée des secours spécialisés extérieurs.

(\*) Si le dégagement de la victime s'impose, la tirer par les pieds en veillant à respecter l'axe :  
-Tête, Cou, Tronc.

En cas de choc violent, de chute ou d'explosion, une lésion de la colonne vertébrale doit toujours être suspectée.



## ALERTER

Alerter ou faire alerter, c'est permettre l'arrivée rapide de secours adaptés.

**Appeler systématiquement les pompiers : 112**

### L'ALERTE EST UN ACTE CAPITAL

D'elle dépend la rapidité et l'efficacité des secours. Il faut qu'elle soit donnée de façon correcte.

### LA VICTIME EST DEGAGEE

**APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL**, qui fera le bilan des blessures et donnera les renseignements sur l'état de la victime aux services médicaux extérieurs.

#### **ALERTEZ LES SECOURS : 112**

##### **EN PRECISANT :**

- le nom du chantier
- le lieu de l'accident
- la nature de l'accident : chute, écrasement, électrisation, asphyxie, noyade, etc...
- l'état de la victime :
  - \* répond-elle aux questions ?
  - \* peut-elle bouger ses membres ?
  - \* a-t-elle du mal à respirer ?
  - \* a-t-elle un pouls au poignet ?
  - \* a-t-elle une lésion apparente ?
  - \* est-elle en train de s'affaiblir ?
- le numéro de téléphone où l'on peut vous rappeler

### NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Attendre que se soit votre interlocuteur qui raccroche le téléphone.

Dès que votre interlocuteur a raccroché, attendre 2 à 3 minutes et rappeler à nouveau pour confirmer votre premier appel.

#### **PLACER UNE PERSONNE AVEC VEHICULE ET RADIO AU POINT D'ACCES DESIGNÉ**

**SI NECESSAIRE PLACER D'AUTRES PERSONNES SUR LE TRAJET ENTRE L'ACCES VOIE PUBLIQUE ET LE LIEU DE L'ACCIDENT**



## **LA VICTIME N'EST PAS DEGAGEE**

Pour le cas d'accident nécessitant un sauvetage : enfouissement, chute dans l'eau, engin renversé avec conducteur incarcéré, engin en contact avec une ligne HT, asphyxie en milieu non ventilant, incendie ou explosion, etc...

## **ALERTER LES SECOURS SPECIALISES**

### **TELEPHONE 112 portable**

EN PRECISANT :

- le nom du chantier
- le lieu de l'accident
- la nature de l'accident : enfouissement, chute dans l'eau, engin renversé avec conducteur incarcéré, etc...
- si possible l'état apparent de la victime :
  - \* est-elle consciente ?
  - \* respire-t-elle ?
  - \* saigne-t-elle ?
  - \* a-t-elle un ou des membres coincés ou maintenus en compression ?
- le numéro de téléphone où l'on peut vous rappeler

## **NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER**

Attendre que se soit votre interlocuteur qui raccroche le téléphone

Dès que votre interlocuteur a raccroché, attendre 2 à 3 minutes et rappeler à nouveau pour confirmer votre premier appel.

**PLACER UNE PERSONNE AVEC VEHICULE ET RADIO AU POINT D'ACCES DESIGNÉ**

**SI NECESSAIRE PLACER D'AUTRES PERSONNES SUR LE TRAJET ENTRE L'ACCES VOIE PUBLIQUE ET LE LIEU DE L'ACCIDENT**



# SECOURIR

Les objectifs à atteindre sont multiples :

- maintenir en vie
- empêcher l'aggravation de l'état de la victime
- faciliter le rétablissement de la victime

## EN ATTENDANT L'ARRIVEE DES SECOURS EXTERIEURS

### LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL PRATIQUE LES GESTES ELEMENTAIRES DE SURVIE

- mise en position latérale de sécurité, bouche à bouche, arrêt hémorragie, etc...
- évitez le refroidissement de la victime : si possible utilisez une couverture de survie.
- ne lui donnez pas à boire ; réconfortez-la.
- surveillez entre temps : état de conscience, respiration, pouls

**SOUVENEZ-VOUS** qu'il n'y a pratiquement que **DEUX URGENCES** pour lesquelles il n'y a **PAS UNE SECONDE A PERDRE**.

- **DETRESSE RESPIRATOIRE**
- **HEMORRAGIE IMPORTANTE**

**SOUVENEZ-VOUS** que dans le cas d'une victime d'écrasement, **AVEC COMPRESSION DES MEMBRES**, tout dégagement non effectué dans les **30 minutes** qui ont suivi l'accident, **DOIT IMPERATIVEMENT ETRE EFFECTUE SOUS SURVEILLANCE MEDICALE**

**TEMOIN, METTEZ-VOUS A LA DISPOSITION DU SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL ET RESPECTEZ SES DIRECTIVES.**



## RAPPEL

**En cas d'accident** (\*), le chef d'entreprise ou son représentant a l'obligation de **prévenir immédiatement** par téléphone :

- la gendarmerie, la police
- le maître d'Oeuvre
- le Coordonnateur Sécurité

et sans oublier d'en **informer également** les organismes suivants :

- Inspection du Travail
- CRAM
- OPPBTP
- Médecine du Travail

(\*) **Accident grave**

- ayant entraîné la mort

OU

- paraissant devoir entraîner une incapacité permanente

OU

ayant révélé l'existence d'un danger grave, même si les conséquences ont pu être évitées



## **ANNEXE 4 : EXEMPLE DE PERMIS DE FEU**

DEMANDEUR : (Chef d'entreprise ou son représentant)	Signature :
EXECUTANT : (Responsable de l'intervention)	Signature
ENTREPRISE EXECUTANTE :	Date :

<b>TRAVAIL A EXECUTER</b>	
Références de l'ordre de travail :	
Date de début des travaux :	
Durée d'exécution des travaux :	
Désignation des travaux :	
Découpage : <input type="checkbox"/>	Soudure électrique : <input type="checkbox"/>
Autres travaux	Soudure au chalumeau : <input type="checkbox"/>

<b>CONDITIONS D'EXECUTION</b>	
Date :	
Par qui ?	
Délimitation de la zone de danger :	
Retrait des produits inflammables :	
Protection des éléments combustibles fixes :	
Mise en place des moyens de lutte appropriés :	

Risques particuliers	Précautions à prendre

<b>ALERTE EN CAS D'INCENDIE OU D'ACCIDENT</b>	
Emplacement des moyens d'alerte :	
Au téléphone appeler le n° :	
<i>Préciser :</i>	
- <i>Le lieu</i>	
- <i>La nature du sinistre ou de l'accident</i>	
Dans tous les cas :	
- <i>Ne raccrochez pas le premier</i>	
- <i>Prévoyez des personnes pour diriger les secours</i>	



## **Annexe 5 : Trame PPSPS**

# **PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)**

**(A rédiger par l'entreprise après avoir pris connaissance de la loi, du PGC, et effectué obligatoirement la visite préalable d'inspection commune)**

**(C. Trav. art. R 238-31)**

**Maître d'Ouvrage :**

Nature des travaux dont l'Entreprise est titulaire dans l'opération

**Opération :**

L'Entreprise Titulaire  
Déclaré représentée par M.  
représentée par M (Signature et cachet et date)  
(Signature et cachet et date)

Le Sous-Traitant

Le présent document doit être adressé en double exemplaire au Coordonnateur SPS, avant le début des travaux, par chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes appelées à intervenir sur le chantier. Les entreprises sous-traitantes s'entendent, pour celles qui réalisent des travaux, mais également celles qui fournissent des prestations de services (type location horaire de matériel avec chauffeur de



plus de 24 heures, montage de grue, montage d'échafaudage, nettoyage des locaux avant réception). Il devra être approuvé par le coordonnateur SPS pour validation. Les entreprises encourent une responsabilité pénale (art. L 263-2 et L 263-11) au regard du code du travail, ils sont tenus au titre des art. L 263-10 et L 263-7, de remettre leur PPSPS sous peine de sanction.

***NOTA : le présent document n'est qu'une proposition de trame de PPSPS. Elle n'engage pas la responsabilité de l'organisme ayant fourni cette trame.***



## RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ENTREPRISE

### A - NOM ET ADRESSE DE L'ENTREPRISE

Forme juridique : .....  
Raison Sociale. : .....  
Adresse : .....  
R.C. (ou R.M.) : ..... N° SIRET : .....  
N° Téléphone : ..... N° Télécopieur : .....

### B - NOM ET ADRESSE DU SOUS-TRAITANT DESIGNÉ

Forme juridique : .....  
Raison Sociale. : .....  
Adresse : .....  
R.C. (ou R.M.) : ..... N° SIRET : .....  
N° Téléphone : ..... N° Télécopieur: .....

### C - PERIODE D'INTERVENTION ET EVOLUTION PREVISIBLE DE L'EFFECTIF SUR LE CHANTIER

	ENTREPRISE TITULAIRE	ENTREPRISE SOUS TRAITANTE	TOTAL
<u>Période d'intervention</u>			
* Date de démarrage.....			
* Durée prévisible.....			
<u>Effectif</u>			
* Moyen.....			
* En pointe.....			

### D - CORRESPONDANT DE L'ENT. SUR LE CHANTIER ENVERS LE COORDONNATEUR S.P.S.

	Entreprise Titulaire	Entreprise Sous Traitante
<u>Responsable suivi de Travaux Sécurité et Propreté</u>		

### B - HORAIRES DE L'ENTREPRISE SUR LE CHANTIER

Entreprise titulaire                      Matin



Entreprise sous traitante

Matin

Après midi

Après midi

**Nota : tout changement d'horaire devra faire l'objet d'une information au coordonnateur SPS**



## HYGIENE DES CONDITIONS DE TRAVAIL - LOCAUX DESTINES AU PERSONNEL

### 1°) SECOURS ET EVACUATION

a) Consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades

A ce titre, l'entreprise indique ici les consignes qu'elle donne à son personnel

.....  
.....

**Forme de consignes** : .....

**Périodicités des consignes** : .....

L'entreprise indique les moyens mis à disposition du personnel pour prévenir les secours

.....  
.....  
.....

b) Travailleurs du chantier ayant reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours Brevet de Sauveteur Secouriste du Travail (SST) (OBLIGATOIRE voir PGC)

Nombres : .....

NOM - PRENOM	QUALIFICATION	DATE BREVET	RECYCLAGE

c) Matériel médical (armoire à pharmacie, trousse médicale, ....)

TYPE : ..... SITUATION

PHYSIQUE SUR LE CHANTIER : ..... CONTENU :

.....  
.....  
.....

..... DATE

D'ACQUISITION OU DE RENOUVELLEMENT .....

d) Mesures prises pour assurer le transport vers un établissement hospitalier de victime d'accident semblant présenter des lésions graves

.....  
.....





## 2°) HYGIENE DES CONDITIONS DE TRAVAIL - LOCAUX DESTINES AU PERSONNEL

(application du décret n° 65,48 du 8 Janvier 1965)

LOCAUX VESTIAIRES :  
article 187 du décret n° 65-48

Nombre :

Surfaces :

LOCAUX RESTAURATION :  
article 190 du décret n° 65-48

Nombre :

Surfaces :

Nota : dans le cas où le personnel ne disposera pas de locaux de restauration sur le site, préciser les dispositions prises

.....

LOCAUX SANITAIRES :  
article 192 du décret n° 65-48

Nombre de locaux	Equipements nombre	Nombre maximal d'utilisateur	Implantation sur le site
	W-C. : .....	.....	
	Douches : .....	.....	
	Lavabos : .....	.....	

DATE DE MISE EN SERVICE DES INSTALLATIONS : .....

## SECURITE DURANT L'EXECUTION DES TRAVAUX

### Les travaux nécessitent-ils ?

- |  |   |     |     |
|--|---|-----|-----|
| • L'utilisation d'engins                                       | : | OUI | NON |
| • L'exécution de travaux en hauteur                            | : | OUI | NON |
| • L'exécution en atmosphère confinés                           | : | OUI | NON |
| • L'emploi de substances ou de produits nocifs ou inflammables | : | OUI | NON |
| • L'utilisation de matériels électriques                       | : | OUI | NON |
| • L'utilisation de matériel pneumatique                        | : | OUI | NON |
| • L'utilisation de sources ionisantes                          | : | OUI | NON |
| • L'utilisation de lasers                                      | : | OUI | NON |



### PROTECTION INCENDIE

Types d'extincteur	Implantation sur le chantier	Date d'achat / dernier contrôle

### CONFORMITE MATERIELS ET ENGINS

Type de matériels, engins ou véhicules utilisés	Références n°	Date d'acquisition ou de contrôle

Les entreprises joindront les certificats de contrôle à leur PPSPS

### HABILITATIONS

Habilitations conduite d'engins (nom du salarié)	Type d'engin	Date d'habilitation

Habilitations électrique (nom du salarié)	Type d'habilitation	Date d'habilitation

Autres habilitations (nom du salarié)	Type d'habilitation	Date d'habilitation



**Les équipes appelées à intervenir sur le chantier ont-elles été averties des risques liés à l'environnement et des mesures de préventions à mettre en oeuvre ?**

**NON** **OUI**

**Date** : ..... **Personne ayant communiqué l'information** : .....



**EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (E.P.I.)**

Protection individuelle (type)	Marquage, norme	Date d'acquisition ou de contrôle



RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INTERVENTION DE L'ENTREPRISE  
SUR LE CHANTIER

LE P.G.C. A-T-IL ETE CONSULTE ?                      **OUI**                      **NON**

**PAR QUI ?** .....

LA VISITE D'INSPECTION COMMUNE A-T-ELLE ETE EFFECTUEE ?

**OUI**                      **NON**

**PAR QUI ?** .....

Veillez décrire sommairement ci-après les différents phasages et l'organisation  
prévue pour votre intervention : .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

## Prévention des risques professionnels

Le Décret du 8 Janvier 1965 est connu et appliqué

### A - RISQUES PROPRES

(GENERES PAR VOTRE ACTIVITE A VOTRE PROPRE PERSONNEL)

DESCRIPTION PRECISE DES TRAVAUX	Moyens utilisés	RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
---------------------------------	--------------------	---------	----------------------





## Prévention des risques professionnels

Le Décret du 8 Janvier 1965 est connu et appliqué

### B - RISQUES EXPORTEES

(AU CHANTIER OU AU PERSONNEL D'AUTRES ENTREPRISES TRAVAILLANT A PROXIMITE)

DESCRIPTION PRECISE DES TRAVAUX	Moyens utilisés	RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
---------------------------------	--------------------	---------	----------------------





## Prévention des risques professionnels

Le Décret du 8 Janvier 1965 est connu et appliqué

### C - RISQUES IMPORTES

(PAR LE CHANTIER OU PAR L'ACTIVITE D'AUTRES ENTREPRISES)

DESCRIPTION PRECISE DES TRAVAUX	Moyens utilisés	RISQUES	MOYENS DE PREVENTION
---------------------------------	--------------------	---------	----------------------





